

histoire
politique
société

Le débat

La France et le choc du 29 mai

Marcel Gauchet, Frédéric Lazorthes, Jean-Pierre Le Goff, Denis Olivennes, René Rémond, Stéphane Rozès, Paul Thibaud

Olivier Pétré-Grenouilleau : Les identités traumatiques. Traites, esclavage, colonisation

Yolène Dilas-Rocherieux : La question du voile chez les jeunes musulmanes

Sur *L'Avenir du capitalisme* de Jean-Luc Gréau

Christian de Boissieu, Jean-Luc Gréau, Michel Guénaire, Alain Minc

Bertrand Tavernier, cinéaste français

Stéphane Audoin-Rouzeau, Bertrand Tavernier, Philippe Meyer, Theodore Zeldin

La langue française dans la mondialisation

Gabriel de Broglie, Antoine Compagnon, Claude Hagège, Heinz Wismann

numéro **136**

septembre-octobre 2005

Gallimard

LA FRANCE ET LE CHOC DU 29 MAI

Marcel Gauchet, René Rémond: Comment l'Europe divise la France. Un échange.

Hubert Védrine: Pour l'Europe: repartir du réel. Entretien.

Stéphane Rozès: La renationalisation du débat européen.

Jean-Pierre Le Goff: Le malaise français dans le miroir de l'Europe.

Frédéric Lazorthes: L'attente confuse d'un pays en mal d'avenir.

Paul Thibaud: Europe manquée, Europe à faire.

Denis Olivennes: Les deux gauches.

PROBLÈMES DU MULTICULTURALISME À LA FRANÇAISE

Olivier Pétré-Grenouilleau: Les identités traumatiques. Traités, esclavage, colonisation.

Yolène Dilas-Rocherieux: Tradition, religion, émancipation. La question du voile chez les jeunes musulmanes.

SUR L'AVENIR DU CAPITALISME DE JEAN-LUC GRÉAU

Christian de Boissieu: Les défis du capitalisme.

Michel Guénair: L'avenir des hommes du capitalisme.

Alain Minc: La dynamique du capitalisme.

Jean-Luc Gréau: L'alternative nécessaire.

BERTRAND TAVERNIER, CINÉASTE FRANÇAIS

Bertrand Tavernier: Le cinéma et rien d'autre. Entretien avec Philippe Meyer.

Stéphane Audoin-Rouzeau: Bertrand Tavernier, la Grande Guerre et l'identité française.

Theodore Zeldin: Le laboratoire de Bertrand Tavernier.

LA LANGUE FRANÇAISE DANS LA MONDIALISATION

Gabriel de Broglie: Les chances du français.

Antoine Compagnon: Langue française et langage du cœur.

Claude Hagège: Le français entre déclin et sursaut.

Heinz Wismann: Langues de culture et langues de service. Entretien.

La France et le choc du 29 mai

Le rejet du Traité constitutionnel européen par 55 % des électeurs, lors du référendum du 29 mai 2005, a été un choc pour la société politique française, le mot n'est pas trop fort. Comme toutes les secousses inattendues de ce type, il a fait apparaître le pays sous un jour qu'on ne connaissait pas. Aussi l'événement mérite-t-il une auscultation particulièrement attentive.

Où passent, au juste, les divisions dont l'Europe a été l'occasion ? Quelles sont leurs sources ? Marcel Gauchet et René Rémond

croisent leurs éclairages. Hubert Védrine prend le problème sous un autre angle en demandant : quelle est l'Europe qui a été rejetée ? Question déterminante pour la suite, puisqu'elle permet de parler de l'Europe qui reste possible.

Stéphane Rozès revient sur la chronologie de la campagne et sur sa dynamique. Il met en lumière le tournant qu'a représenté l'irruption de la directive Bolkenstein dans le débat et les malentendus entre gouvernants et gouvernés qui ont commandé l'issue du scrutin.

Jean-Pierre Le Goff et Frédéric Lazorthes scrutent le malaise qui s'est exprimé au travers du vote et les attentes qui ont guidé les citoyens, à l'écart des sentiers balisés par leurs dirigeants de toute obédience.

Paul Thibaud, enfin, reprend à nouveaux frais la question de l'Europe elle-même. Quelle est l'Europe souhaitable ? Et si le choc du 29 mai devait se révéler, pour finir, le point de départ d'une réflexion renouvelée sur l'Europe à faire ?

Nous joignons au dossier les réflexions inspirées à Denis Olivennes par l'état de la gauche, au sortir de l'épreuve référendaire.

Marcel Gauchet, René Rémond

Comment l'Europe divise la France

Un échange

Le Débat. – Commençons, si vous le voulez bien, par une analyse de ce qui s'est passé le 29 mai.

René Rémond. – Je crois que l'événement est capital tant par ce qu'il révèle de l'état de notre société et de ses dispositions d'esprit que par les conséquences incalculables et presque indéfinies qu'il aura pour l'aventure de cette utopie qu'était la construction européenne. Il est beaucoup plus grave que le rejet de la CED par le Parlement en 1954. D'abord, on n'était alors qu'au tout début de cette histoire. Ensuite, ce n'était que le Parlement, si je puis dire : la réserve n'est nullement désobligeante pour la représentation parlementaire. C'est le simple constat qu'il est beaucoup plus difficile de revenir sur une décision du suffrage universel que sur le vote d'une majorité parlementaire. Et que cette décision intervienne après soixante ans de construction européenne lui confère une gravité exceptionnelle. Au mieux, c'est un coup d'arrêt. Au pire, un retour en arrière. Je suis tenté par la seconde

lecture parce que jusqu'à présent les adversaires de l'Europe n'avaient jamais demandé que l'on revienne sur ce qui avait été déjà décidé. Ils estimaient le moment venu de marquer une pause. Mais jamais on n'a proposé de revenir en arrière. Or, il a suffi de ce vote pour amorcer un mouvement de régression qui aboutirait à défaire tout ce qui a été fait, jusques et y compris l'euro. Et on voit bien que certains espèrent revenir au système traditionnel des relations internationales fondé sur la souveraineté des États et des rapports bilatéraux. On savait avant qu'il y aurait des infléchissements et des coups d'arrêt. Le paradoxe est que le coup d'arrêt vient du pays qui est à l'origine de la construction européenne. Les électeurs français par leur vote ont anéanti ce qui était depuis un demi-siècle la pensée unique car il n'y a pas de politique de rechange. Au sortir de la guerre, la France a fait le choix de reconstruire son système diplomatique sur la réconciliation avec l'ennemi d'hier et la construction de l'Europe. J'ai toujours été frappé par la constance

avec laquelle, sous deux Républiques successives, avec des majorités de sens contraire et des gouvernements opposés les uns aux autres, cette politique était mise en œuvre, même par ceux qui se faisaient élire contre ; même de Gaulle, Mitterrand, Chirac, après quelques mois, s'inscrivaient dans la continuité. La victoire du non au référendum constitutionnel avec un écart de dix points signifie le désaveu de soixante années passées d'efforts pour retrouver une place et un rôle en Europe. Elle débouche sur le vide.

Le Débat. – Mais est-ce vraiment un désaveu de soixante années de construction européenne ? N'est-ce pas plutôt le désaveu des dernières années dont la Constitution est l'aboutissement, c'est-à-dire de l'élargissement sans légitimité démocratique et des évolutions inquiétantes qui se dessinent à l'horizon ?

R. R. – Le désaveu, c'est la réalité objective, si je puis dire. Il ne préjuge pas des motivations des électeurs : de fait, le non a été le refus plus encore de l'élargissement que du projet de Traité constitutionnel. Si la chronologie avait été inverse, si les électeurs avaient été appelés à se prononcer sur le projet de traité avant l'élargissement, j'ai de bonnes raisons de penser que le oui aurait eu une majorité. Je parle du dernier élargissement, car celui qui a porté le nombre des membres de l'Union de douze à quinze n'a pas fait difficulté. Il en a été autrement cette fois : on a admis d'un coup dix nouveaux membres et ouvert la perspective d'un élargissement indéfini ; on a annoncé l'entrée de la Bulgarie et de la Roumanie, on a parlé de la Turquie, on a évoqué l'Ukraine – pourquoi pas alors la Biélorussie, les Balkans, trente membres, quarante membres ? Il y eut donc une réaction d'effroi, et le besoin s'est imposé d'arrêter cette course folle. Ce n'était pas forcément désapprouver la Constitution européenne.

Je crois néanmoins que le vote a fait justice d'une illusion sur laquelle on a trop longtemps vécu et selon laquelle les Français étaient tous acquis à l'idée de la construction européenne. Ce n'était pas vrai. Il y avait au moins deux secteurs importants de l'opinion qui étaient résolument contre : à l'extrême droite, l'électorat de Jean-Marie Le Pen, de Charles Pasqua, de Philippe de Villiers, sans oublier, à l'intérieur même de l'UMP, les quelque 15 % du groupe Debout la République de Dupont-Aignan – soit une partie importante du corps électoral français qui reste attachée à l'idée d'une souveraineté intacte qui ne fait pas de concessions à l'Europe. Tous ces gens rêvent du retour à une communauté européenne limitée. Les exemples de réussite auxquels ils se réfèrent, tel celui de l'Airbus, témoignent d'une collaboration à trois ou quatre États. Leur perspective n'est pas du tout celle d'une intégration européenne. De l'autre côté, à gauche, la mouvance communiste n'avait pas disparu. Or elle n'a jamais été proeuropéenne. Pour Mme Buffet, la situation présente est une divine surprise. Elle se retrouve au cœur du système politique sans avoir eu à abjurer ses erreurs, à reconnaître que le parti s'était trompé. Elle peut se donner le rôle de défenseur de la démocratie et de la liberté. À plus forte raison pour les écoles de pensée trotskistes et autres. Il y avait à l'état latent deux grands secteurs d'opinion qui n'étaient pas loin de totaliser 40 % des électeurs et qui étaient plus que réservés sur le projet européen. En se divisant par moitié, la gauche socialiste a apporté l'appoint des 15 % supplémentaires : le parti socialiste s'est cassé en deux. C'est à gauche que le front a cédé alors que la construction européenne a toujours été la résultante d'une collaboration entre plusieurs familles de pensée, démocrates chrétiens, libéraux et socialistes. Le référendum a donné l'occasion à

Marcel Gauchet,
René Rémond :
un échange

tous ses ennemis de se manifester et de se compter : ils se sont découverts majoritaires.

Marcel Gauchet. – Je voudrais d’abord rebondir sur le mot très significatif que vous venez d’employer, celui d’utopie, avant de revenir à la dimension française du référendum, au fait que le pays qui, avec la déclaration Schuman, a posé la première pierre de la construction européenne, est aussi celui qui aujourd’hui lui donne un coup d’arrêt.

Je crois, tout comme vous, que l’événement que nous venons de vivre est capital. Et cela notamment parce qu’il a montré à quel point l’Europe a cessé d’être une utopie. Pour une série de raisons qu’il faudrait élucider, elle est devenue, si je puis dire, le réel du réel plus qu’une utopie qui serait devant nous. Elle a perdu sa charge imaginaire et sa dimension de grand projet. L’Europe s’impose comme une contrainte plutôt qu’elle ne représente une espérance. C’est un changement de statut qu’il faut assumer. Je ne crois pas qu’on puisse continuer à parler de l’Europe comme d’une utopie, tellement elle s’est chargée de réalité. Il en a résulté une paralysie du discours en sa faveur. J’ai été frappé durant cette campagne par l’incapacité de plaider sa cause, comme si seul le vieil argumentaire remontant à l’époque des fondateurs était disponible, alors que manifestement il ne faisait plus l’affaire et que, dans une situation tout à fait nouvelle, il fallait un discours tout à fait nouveau. Ce discours, les partisans du traité à droite et à gauche ont été incapables de le trouver.

À l’appui de ce premier facteur, il faut en évoquer deux autres. Nous sommes à un moment historique bien déterminé : le moment de l’atterrissage démocratique de la construction européenne, illustré par l’existence même de ce référendum. Une dimension que les promoteurs du projet, dont ce n’était pas l’objet initial

d’ailleurs, ont très mal su gérer. Ils n’ont pas su anticiper ses effets. Le président de la République a concédé qu’il fallait faire un référendum. Après quoi divers repentirs se sont exprimés dans le camp du oui, qui me semblent avoir joué un rôle calamiteux. Déclarer au beau milieu d’une campagne électorale que c’est une grave erreur d’avoir sollicité l’avis des citoyens n’est pas de nature à les mettre de son côté.

R. R. – Au demeurant, on a rarement vu une campagne où il y ait autant de bévues, de faux pas, de mots malheureux, d’initiatives intempestives.

M. G. – C’est révélateur d’un embarras. Toujours est-il qu’on est en droit de s’étonner de l’absence de réflexion stratégique sur ce tournant que, de toute façon, la politique européenne est condamnée à prendre, si elle doit rejoindre les peuples. Or, elle ne peut que les rejoindre, non seulement parce que c’est sa destination naturelle, mais parce que l’ampleur des conséquences qu’elle comporte dans la vie de différentes nations d’Europe oblige à ratifier les choix qui sont faits par le suffrage universel. Dans le monde où nous sommes, il ne peut pas en aller autrement.

Cette méconnaissance des nécessités du moment s’est manifestée avec éclat à propos du dernier élargissement. Une donnée tellement importante qu’elle mérite une place à part en tant que troisième facteur déterminant du contexte. La façon dont l’élargissement a été préparé pose déjà toutes sortes de questions, mais c’est un autre sujet. Je me limiterai à la manière dont il nous a été vendu, sur la base d’un argument purement moral : nous ne pouvons pas ne pas accueillir nos frères qui ont été pendant si longtemps victimes de l’oppression et auxquels nous devons réparation. Un argument respectable et non négligeable, à coup sûr,

mais qui ne pouvait que s'ajouter à une colonne d'autres, de facture plus classiquement politique, faisant appel aux intérêts des uns et des autres. Tout s'est passé comme si les dirigeants européens, de peur d'affronter leurs opinions et leurs électeurs sur le terrain de la politique réelle et des problèmes effectifs que soulevait cet élargissement, s'en étaient tenus à une espèce d'intimidation morale : il fallait le faire, donc taisez-vous. Si vous voyez des difficultés, c'est que vous êtes d'affreux xénophobes. La pire des manières de négocier une transformation aussi profonde.

Car voici encore un autre sujet d'étonnement : la profondeur de cette transformation n'a pas été assumée. Quoi qu'on pense de cet élargissement – fallait-il le faire ? fallait-il le faire de cette façon ? avec ce calendrier ? –, quoi qu'on en pense donc, il fallait commencer par admettre que c'était une transformation capitale de l'Europe qui appelait des études, des discussions, des réflexions de toute nature dont sur ses suites. Or, l'événement a été escamoté. Les promoteurs de l'élargissement ont senti le problème ; ils ont pris le parti de l'évitement. Ils en sont venus à penser qu'il valait mieux adopter un profil bas, et en faire le moins possible. Tout en célébrant la victoire métaphysique du bien, ils ont minimisé ses dimensions et ses pratiques. Mais les peuples d'Europe de l'Ouest ont ressenti cette dilatation géographique et politique tout à fait autrement, de nombreux signes sont maintenant là pour l'attester.

Nous sommes devant un cas de figure peu ordinaire, où le principe d'une construction adopté à six dans un contexte historique très particulier et posé comme valable à quinze – passe encore, même si cela ne marchait plus très bien – est censé s'appliquer à vingt-cinq et au-delà. On ne touche à rien d'essentiel ; on amé-

nage à la marge. L'objectif de l'intégration garde-t-il le même sens dans une Europe à six, dans une Europe à quinze et dans une Europe à vingt-cinq, pour ne pas parler de l'Europe à trente ou à quarante, où l'hétérogénéité des composantes s'accroît considérablement ? Que l'on ajoute un petit pays comme la Grèce, passe encore, si excentrique qu'il soit par rapport au noyau initial, il ne pèse pas très lourd ; mais que l'on s'ouvre à beaucoup d'un seul coup et la procédure de codécision prend un autre sens. Les perplexités se démultiplient quand on met à l'ordre du jour l'adhésion d'un grand pays comme la Turquie, venu d'une autre histoire et d'un autre univers de civilisation. Tout cela étant aggravé par le fait que la construction européenne a été considérablement approfondie au fil des ans et que les enjeux ont changé tout comme la portée des décisions.

On est même en droit d'aller plus loin et de soutenir qu'au travers de cet élargissement et des élargissements potentiels qu'il annonce la construction européenne a changé de nature. Ce n'est plus le même projet. Il fallait le dire et il fallait donc se préoccuper de le redéfinir. Or, ces développements sont restés dans le non-dit. D'où un sentiment de vacuité auquel on n'avait à opposer que le rappel des principes fondateurs, en eux-mêmes d'un humanisme excellent, mais qui ne répondaient pas à l'inquiétude profonde semée au sein des peuples.

Voilà pourquoi il n'est pas possible, à mon sens, de se contenter d'une lecture purement intérieure et française du non du 29 mai. Il ne suffit pas non plus de souligner le caractère ancien et enraciné des oppositions à l'Europe. Tous ces facteurs ont compté dans le processus d'agglutination que représente un suffrage. Je ne songe pas à mésestimer le rôle de la crise sociale, non plus que le poids de la crise politique qui

Marcel Gauchet,
René Rémond :
un échange

court en France depuis de longues années et qui avait déjà fait des siennes en 2002. Reste que le vote du 29 mai a bel et bien été *aussi* un vote politique sur l'Europe en tant qu'objet politique. Il a réagi à une construction qui provoque désormais une immense incertitude dans l'esprit des populations. Au-delà du texte du Traité constitutionnel, la question à laquelle il a été de fait répondu est de savoir si la machinerie politique européenne offre les garanties fondamentales qu'on attend d'une communauté politique. Si la nation ne suffit plus, l'Europe apporte-t-elle ce que la nation ne peut plus offrir en termes de protection, en termes d'identification, en termes de projection ? Est-ce identifiant d'être européen ? Cela donne-t-il aux gens un sentiment positif de leur place dans le monde qui les met en mesure de se représenter leur être individuel et collectif ? L'Europe est-elle le support d'un projet ? Si tel a pu être le cas, il est aujourd'hui visiblement en panne, car il se réduit à proposer que l'Europe devienne toujours plus grosse, ce qui ne suffit pas, je le crains, à combler les attentes vis-à-vis d'une communauté politique dont personne n'espère qu'elle se transforme un jour en empire. Les vaticinations françaises contre le « libéralisme » qui ont des raisons d'être typiquement nationales doivent en partie leur écho à cette absence de projet. En dehors du fonctionnement d'un marché de plus en plus étendu et de la prospérité supposée en découler, quelles sont les finalités collectives qui s'incarnent dans l'Europe ? Poser la question c'est y répondre. Elle débouche sur le silence et le vide.

J'ajouterai un dernier point, purement français celui-là. Vous l'avez dit : la France était le pays moteur de la construction européenne, mais c'est aussi probablement celui qui, de ce fait, en attendait le plus. Dans notre entretien de l'an passé, j'évoquais le problème perceptible

depuis un moment que posait l'épuisement de la vision mitterrandienne de l'Europe¹. Mitterrand est celui qui a fait entrer le projet européen dans les esprits, au cours des années 1980 – il était resté jusque-là, hors des milieux agricoles, une affaire technocratique et stratosphérique. Il y est parvenu en vendant aux Français une Europe française : la France ne peut plus être une grande puissance mais, grâce à l'Europe, associée à l'Allemagne, elle continuera de jouer un rôle prépondérant. Sur ce terrain, nous sommes en présence d'un désenchantement français à l'égard de l'Europe qui est la rançon de ce qu'il faut bien appeler le mensonge mitterrandien. Avec l'Europe française, il a trouvé un substitut et un relais au mensonge gaullien de la France maintenue comme grande puissance. Or, plus le contenu de l'Europe se précise, plus les Français sont amenés à découvrir au quotidien une Europe qui ne leur ressemble pas, dont les règles de fonctionnement leur paraissent très étrangères, parfois, et à l'intérieur de laquelle ils ont l'impression de ne plus pouvoir faire entendre leur voix de la manière que semblait leur garantir l'impulsion initiale qu'ils avaient donnée.

R. R. – Avec le vote du 29 mai, ils ont bradé leur droit d'aïnesse.

M. G. – Mais en jouissaient-ils encore ? Beaucoup n'en avaient plus le sentiment, en tout cas. Parce que tout simplement l'impulsion initiale s'efface, comme il est de règle dans une construction qui réussit et qui s'élargit. Qui s'y souvient encore de Jean Monnet, en dehors des incantations rituelles ? Même Delors fait désormais figure d'ancêtre, certes très respectable, mais loin derrière nous et des problèmes qui se posent aujourd'hui.

1. « Un nouveau rapport de forces », *Le Débat*, n° 131, septembre-octobre 2004.

R. R. – Il est vrai que l'Europe ne fait plus rêver et que l'imagination est prise de court. En particulier, celle des politiques. Ce désarroi est paradoxal car les circonstances étaient exceptionnelles et avaient de quoi exalter les esprits et enfiévrer les imaginations. Pour la première fois dans l'histoire, le Continent réalisait son unité. Jusqu'alors, il avait toujours été divisé, constamment déchiré par les guerres étrangères et civiles. Pour la première fois au monde, un continent tout entier donnait son adhésion au projet de rejeter la violence, d'exorciser la guerre, d'accepter que les différends soient réglés pacifiquement et en se référant en outre à un ensemble de valeurs qui n'étaient plus contestées : celles mêmes de la démocratie. Des hommes d'État un tant soit peu visionnaires auraient su tirer parti d'une telle situation. C'est une grande occasion gâchée.

Une occasion unique était donnée aux Européens de se retrouver fraternellement dans un continent rassemblé, et cette unification n'a fait que révéler des mémoires contraires. Pourquoi donc ? Il y a un effet d'usure. D'usure des hommes. C'est une conséquence de la relève des générations. Non seulement les fondateurs ont disparu, mais leurs enfants aussi. Nous en sommes à la troisième génération au moins : les raisons qui paraissaient déterminantes aux premières n'ont rien perdu de leur pertinence objective, mais elles n'ont plus d'impact sur les sensibilités. Le thème de la paix n'est plus mobilisateur. Or, c'était le thème le plus important : il s'agissait avant tout d'éviter une troisième guerre mondiale. Comme la paix n'est plus menacée, elle paraît maintenant aller de soi. C'est un donné, ce n'est plus un acquis. L'idée que nous puissions entrer en guerre avec nos voisins paraît tellement invraisemblable qu'on ne pense plus à en reporter le mérite sur l'Europe. Les poli-

tiques, eux, continuent de se référer à ces arguments qui n'ont plus prise sur les esprits, qui ne trouvent pas d'écho. Il aurait fallu inventer quelque chose de neuf. On n'a pas pris, vous avez raison, la mesure du changement de nature de la construction européenne.

Il y a aussi que l'Europe s'est dès l'origine constituée dans l'ambiguïté. Depuis la signature du traité de Rome ont toujours coexisté deux interprétations différentes et deux visions de l'Europe entre lesquelles on n'a jamais fait un choix clair. Le traité établissait un marché commun. Il procédait d'une vision libérale, beaucoup plus libérale qu'aujourd'hui ; c'est le paradoxe d'aujourd'hui qu'on combat féroce-ment le libéralisme, alors qu'il est beaucoup moins actif qu'au temps des négociations de Val Duchesse qui ont conduit au traité. L'idée était celle d'un grand espace où l'on abat toutes les cloisons de manière à assurer la libre circulation des biens, des produits, des capitaux, des hommes aussi. La volonté politique ne devait intervenir que contre les entraves à cette liberté. Cette conception ne s'inspirait pas du tout de l'idée d'un sujet actif, d'une volonté qui édifie des politiques communes. Cela, c'était l'idée française. Si elle était absente du traité de Rome, elle ne l'était pas complètement de l'esprit de nos négociateurs. Le refus du traité de Rome par l'Angleterre a permis à la conception française de prévaloir. Le général de Gaulle, qui était incontestablement souverainiste, a favorisé indirectement l'intégration européenne en exigeant par exemple une politique agricole commune. Chaque fois, ou presque, qu'il a fallu faire des choix circonstanciels, la conception qu'on peut appeler française l'a emporté, à cause, d'abord, du poids de la France et du soutien de l'Allemagne qui nous a fait plus de cadeaux que la France n'en a fait à l'Allemagne : les chanceliers

Marcel Gauchet,
René Rémond :
un échange

successifs ont jugé que ce n'était pas trop cher payer pour l'amitié de la France et la réhabilitation de leur pays en Europe. Le développement de la construction européenne a contribué à mettre en œuvre des politiques communes dans un nombre croissant de domaines. Elles ont connu une extension indéfinie, par un processus très empirique, très pragmatique, qui ne découlait pas d'un engagement clair et qui a fait prévaloir une Europe toujours plus intégrée sans qu'on le dise, sans qu'on consulte les citoyens : on a toujours vécu dans le flou. Le moment était venu de se prononcer. Le paradoxe, encore un, est que ce sont les adversaires du libéralisme qui, en préconisant le non, ont fait le jeu de la conception libérale, en rejetant les pouvoirs de régulation prévu par le projet de traité constitutionnel. Une ruse de l'histoire ?

Cette ambiguïté a toujours été entretenue par les politiques : en particulier les grands enjeux des dernières années, depuis 1989, n'ont jamais été vraiment explicités. On dit que l'élargissement s'est fait trop vite. Mais quinze ans, est-ce si peu ? Il est vrai que l'Espagne et le Portugal avaient attendu douze ans. On voit bien que ce temps de probation imposé à l'Espagne a eu des effets positifs : il lui a permis d'entrer presque de plain-pied en Europe, si bien que son entrée a eu un effet nettement positif. Le Portugal ou l'Irlande sont aussi des réussites incontestables. Ce que j'ai trouvé de pitoyable dans la campagne référendaire, c'est qu'elle n'a jamais posé le problème dans ces termes. On s'est situé dans une perspective qu'on peut dire thatchérienne du calcul de ce que l'admission de nouveaux membres allait nous apporter ou nous coûter. Ce qu'il y avait de généreux dans l'inspiration de l'idée européenne, l'intention de permettre aux plus démunis de rattraper les autres, n'a pas figuré.

M. G. – Le constat oblige à se poser des questions sur ce qu'est devenue l'Europe, c'est-à-dire sur les moyens dans lesquels ces politiques d'inspiration généreuse se sont incarnées. Elles ont engendré une machinerie bureaucratique de redistribution qui n'est pas de nature à faire rêver. L'Europe subventionnaire est autant un problème qu'une solution. C'est elle qui a créé cette culture de boutiquier dont vous parlez, qui ne connaît que des solliciteurs, qui encourage explicitement le *lobbying*, qui pousse à la surenchère des intérêts. Non seulement ce genre de mécanique produit au bout du compte de la frustration, en raison de l'opacité, de l'arbitraire et de la corruption qui en sont inséparables, mais elle donne l'impression de ne pas pouvoir être pilotée par une volonté politique et un projet. L'élargissement ne peut qu'aiguiser le problème. Il faut sérieusement se demander ce que peut être l'appareillage bureaucratique et politique d'une Europe toujours plus vaste. Il ne suffit pas d'avoir de grandes ambitions quand le quotidien tire dans le sens d'un prosaïsme inextricable. À cet égard, nous nous enfonçons dans l'impasse.

En face de cette évolution de l'Europe, il faut s'interroger sur le devenir des nations. Leur enracinement mériterait davantage de réflexion. Je suis frappé par le fait – dont la preuve serait difficile à apporter mais qui me semble avéré – que le long processus de construction européenne – plus de cinquante ans – non seulement n'a pas effacé les différences nationales mais les a, au contraire, renforcées. Pour commencer, il n'a pas beaucoup amélioré dans chaque pays la connaissance des autres. Les Français connaissent-ils mieux l'Allemagne et les Allemands, la France ? Il y aurait plutôt une régression de la connaissance mutuelle puisque les autres ne nous inquiètent plus. Les Français apprenaient

l'allemand parce que c'était la langue de l'ennemi et du grand concurrent, et qu'il convenait de le surveiller. Il en avait été de même auparavant avec les Anglais. Maintenant, ce sont des amis, donc on peut pratiquer à leur égard une saine indifférence. Nous sommes passés à la coexistence des ignorances mutuelles. Nous faisons plus de choses semblables, étant donné les normes communes que nous avons adoptées, mais la spécificité de chaque pays reste tout aussi impénétrable pour les autres, si ce n'est plus. Le processus d'apprentissage mutuel a plutôt régressé dans la mesure où le compromis par en haut a remplacé l'émulation. Or il a été très important dans l'histoire européenne.

La mondialisation s'est partout traduite par une activation des identités locales, l'observation en a souvent été faite. C'est vrai en Europe comme ailleurs. Mais le processus d'intégration a joué en outre comme un multiplicateur, si curieux que cela paraisse. En soumettant chaque nation à un effort important d'adaptation à des règles partagées, il les a amenées à redéfinir et à réaffirmer leur singularité. Elles ont beaucoup changé dans l'opération, mais elles en sortent avec des physionomies étonnamment reconnaissables et plus diverses que jamais.

En revanche, il n'est pas apparu d'identité européenne de substitution. C'est probablement l'échec principal par rapport à l'utopie des fondateurs. On comprend très bien sa logique et ce qui pouvait la rendre plausible, à sa date. Il n'était pas absurde de penser, en effet, qu'une convergence des sociétés, une grande circulation des personnes, la coopération entre les entreprises et entre les différents pays sur tous les plans, l'habitude de travailler ensemble créeraient une sorte d'identité commune. Or, cela ne s'est pas produit. Il n'est pas né d'identité européenne substantielle. Il en existe un embryon dans les

élites, en fonction de la connaissance qu'elles ont du reste du monde : elles apprécient ce qui fait que l'Europe n'est pas l'Amérique du Nord, ce qui fait qu'elle n'est pas l'Asie. On se sent européen par contraste. Mais c'est un sentiment très élitiste, limité à une mince couche sociale, qui a d'ailleurs très peu su le formaliser et le diffuser. C'est un sentiment qui n'a pas trouvé son langage. Il n'y a pas eu de cristallisateur de l'identité européenne.

Le Débat. – Cette identité européenne non seulement n'est pas née mais on a tout fait pour qu'elle n'apparaisse pas. De quelle identité peut-on parler quand on récuse d'un coup sec toute l'histoire européenne, quand on rejette le christianisme, quand on a honte des Lumières censées avoir été antisémites, colonialistes, esclavagistes ? Une Europe qui refuse son passé – et la France est à cet égard plus avancée peut-être que d'autres pays –, sur quoi peut-elle construire son identité ?

M. G. – On ne voit pas, en effet, ce qu'on peut construire sur le reniement de ce qui vous a fait, pour le meilleur et pour le pire, et sur la haine de soi. De ce point de vue, l'entreprise européenne a fait gravement fausse route. Au-delà de la politique immédiate, il n'y a pas de question plus importante pour son avenir.

Je voudrais revenir un instant au vote des Pays-Bas, parce que, à force de parler de la France, on risque d'oublier qu'elle n'est pas la seule à avoir rejeté la Constitution européenne et que le nombre de pays prêts à le faire est assez grand avec, en tête, la Grande-Bretagne. Dans chaque cas, nous avons ou nous aurions affaire à un vote spécifique avec ses raisons propres. Mais ces raisons propres renvoient, en fait, à des raisons communes qui sont intéressantes à scruter. Dans le cas de la Hollande, une des raisons propres peut paraître triviale : la hausse des prix

Marcel Gauchet,
René Rémond :
un échange

provoquée par le passage à l'euro et niée par les pouvoirs publics. En réalité, cet argument porte en profondeur parce qu'il met en question le mécanisme politique. L'Europe devait assurer la prospérité et la promotion de valeurs telles que la transparence. Or voilà un gouvernement qui ment à son peuple au nom de l'Europe. L'intérêt européen devient une sorte de raison d'État à l'abri de laquelle les gouvernements s'entendent sur le dos des peuples. Deuxième question cruciale pour les Hollandais, la question de l'immigration, perçue comme un danger pour l'identité nationale, et non sans raison : dans quelques années, les immigrés seront majoritaires dans quatre des plus grandes villes du pays. L'Europe, là aussi, ne tient pas ses promesses : elle n'est pas une communauté politique puisqu'elle ne protège pas. Elle n'a pas de doctrine qui en eût fait un corps politique et elle nage en pleine incohérence en étanchéifiant les frontières de l'espace Schengen, tout en étant incapable de maîtriser le flux des migrants.

Les motifs sont particuliers, ainsi, dans chaque pays, mais ils tiennent au même mode de fonctionnement politique et à ses défaillances. On pourrait faire une analyse semblable à propos des mobiles sociaux qui ont été mis en avant en France et qui ont fait croire à beaucoup qu'il s'agissait d'un vote de politique intérieure. Non : c'était un vote sur l'Europe à partir de ses effets sur la France.

R. R. – Ce que vous dites sur les rapports entre l'Europe et les nations est important. Il est vrai que les nations n'ont pas disparu. Dans les années cinquante, beaucoup d'Européens pensaient que l'Europe ne pourrait se faire que sur la disparition des nations. Aujourd'hui, il est clair que pour faire l'Europe il n'est pas nécessaire de défaire les nations. Mais il ne suffit pas de vivre en Européens pour adhérer à l'idée

européenne. C'est ce qu'illustre bien le comportement des jeunes à l'occasion du vote de 29 mai. Ils vivent en Européens, ils voyagent, ils font des études ailleurs. Et pourtant, ils ont plus voté non que les générations plus âgées. Ce qui montre qu'entre les comportements quotidiens et l'adhésion volontaire et réfléchie à un projet politique il y a un espace qui n'a pas été comblé.

Le Débat. – Passons maintenant au volet proprement français. Et la première question qui se pose dans ce cadre porte sur le point de savoir si, les souverainistes mis à part, quiconque dans ce pays a la moindre idée de ce qu'il veut de l'Europe. L'impression qu'on a, c'est que si la France a cédé facilement aux Anglais sur nombre de points sur lesquels elle n'aurait peut-être pas dû céder, c'est parce que les Anglais savent ce qu'ils veulent et ce qu'ils ne veulent pas, tandis que les Français semblent ne plus le savoir.

R. R. – Je pense que le vote a traduit une profonde inquiétude de la société française et notamment une défiance de l'avenir. Elle est peut-être passagère. Au cours des dernières années, l'esprit public est passé sans transition par des phases de confiance et de morosité. Maintenant, tout semble indiquer que les Français doutent de la capacité de la France à relever les défis. L'avenir inquiète, le changement préoccupe : en conséquence, on est enclin à rentrer chez soi et à se fermer au monde. Mais en même temps, les Français restent relativement arrogants, convaincus qu'ils ont raison, que les autres devront en passer par où eux-mêmes sont passés et que leur non allait entraîner de la part de tous leurs partenaires une révision fondamentale, ce qui est une pure illusion. Il y a donc ce curieux mélange de complexe de supériorité et de doute profond entretenu par la persistance du chômage et relancé par une conjoncture économique défavorable... Les hommes politiques n'ont pas été à

la hauteur : ils n'ont pas su, sans créer des illusions, donner aux Français des raisons de ne pas désespérer de l'avenir. D'autant que la situation réelle du pays ne semble pas aussi mauvaise qu'on le croit. L'opposition – c'est son rôle – n'insiste que sur les difficultés. Mais la majorité n'est pas plus experte pour s'interroger sur la capacité de la société française à surmonter l'épreuve et à inventer des réponses.

M. G. – C'est vrai qu'il y a un décalage saisissant entre le rang relatif que le pays occupe dans le monde, les réussites qu'il obtient dans plusieurs domaines et les sentiments très négatifs qu'on y cultive. La France est habitée par une espèce d'angoisse collective sur son destin. Comme ce sentiment est déconnecté des indicateurs objectifs, les arguments qui font appel à ceux-ci ne sont pas entendus. Ils n'ont pas de prise sur les raisons profondes que les gens ont de croire qu'ils vivent une catastrophe. Le pays est à certains égards moralement sinistré. Il faut tout de même se rappeler que la France a vécu en 2002 un choc politique de grande ampleur. Cette situation de crise ne date donc pas d'hier. Or, depuis lors, aucune réponse n'y a été apportée, que ce soit sous forme positive de réformes pratiques de la part de Chirac et de la droite au pouvoir, ou que ce soit sous forme de propositions alternatives de la part du parti socialiste, bien placé, pourtant, pour se poser des questions puisqu'il a été la première victime de cette crise. Il n'y a pas lieu de s'étonner qu'elle s'aggrave.

R. R. – Il est vrai que depuis trois années nous sommes toujours dans le même vide programmatique.

M. G. – D'où le fait que les partis politiques, y compris à gauche, ont perdu le peu d'autorité politique qui leur restait. Ce qui est arrivé au parti socialiste lors du référendum est très révé-

lateur. Il y a une justice immanente ! Il a remporté une victoire à la Pyrrhus aux élections intermédiaires, régionales et européennes, en surfant sur la démagogie antilibérale. Celle-ci lui est revenue dans la figure comme un boomerang à propos du Traité constitutionnel. Car même la plus extrême mauvaise foi peut difficilement nier la composante libérale, au demeurant bien tempérée, que comporte la construction européenne.

R. R. – Et qui faisait l'unanimité à l'origine de la construction : il s'agissait d'en finir avec l'autarcie des pays et avec un certain type d'économie administrée dont personne ne voulait plus parce qu'elle a montré sa faillite. Il y a d'ailleurs un contresens dans l'utilisation des mots, car le Traité prévoit une concurrence non faussée, c'est-à-dire le refus des monopoles, l'interdiction des ententes clandestines. Curieusement, l'idée de concurrence non faussée devient une objection, alors qu'elle aurait dû être soutenue par une gauche sérieusement démocrate.

M. G. – Cela n'est pas douteux. Mais cette gauche démocratique, au lieu d'assumer son choix fondamental qu'est l'économie de marché dans toutes ses conséquences, croit pouvoir jouer sur les deux tableaux en reprenant à son compte la dénonciation d'extrême gauche du capitalisme, et dans sa version la plus dépourvue de nuances. Ils ne trompent qu'eux-mêmes. C'est ce qu'a montré le référendum européen. Bien évidemment, les socialistes sont en faveur d'un certain libéralisme, y compris économique, qui est un élément de base du fonctionnement des sociétés démocratiques. Ils peuvent remporter des succès éphémères en cherchant à le faire oublier, mais c'est au prix de leur crédibilité en tant que force de gouvernement. Ils étaient contraints par leurs engagements antérieurs et un reste de « culture de gouvernement » de défendre le Traité constitutionnel. Ils l'ont fait en travestissant ce qu'il

Marcel Gauchet,
René Rémond :
un échange

était. Ils en ont payé le prix fort : ils n'ont pas emporté la conviction de leurs électeurs, ni l'estime publique pour la cohérence de leurs positions. Le discrédit du parti socialiste dans sa capacité à répondre aux questions que se pose la société française aura de lourdes conséquences pour la politique interne.

Mais la perte de confiance complète dans le personnel politique n'est que le symptôme de la crise morale de la société française. Elle plonge ses racines plus profond. Elle me semble tenir pour l'essentiel à la place du pays dans la mondialisation. Le génie français se trouve en porte à faux dans un certain nombre de domaines cruciaux, par rapport à ce qui est devenu la loi commune du fonctionnement du monde. Si l'on prend les choses dans une perspective historique, de 1945 à 1975, en gros, la France est en phase, dans sa manière profonde de fonctionner, avec la manière dont le monde fonctionne. C'est l'époque de l'organisation, de l'édification des États-providence, des régulations, du plan, de l'économie mixte, tous domaines où la France est à l'aise et se débrouille bien. Il y a une sorte d'harmonie entre l'esprit d'époque et ce que les Français savent spontanément faire de par l'héritage de leur histoire.

Survient là-dessus le tournant de la crise des années 1970. Il débouche par une série d'étapes sur ce qu'on appelle la globalisation. Cette nouvelle phase prend en revanche le contre-pied sur presque tous les points de la manière spontanée de fonctionner de la société française, y compris dans des registres auxquels on ne songe pas forcément tout de suite, mais qui sont très présents et très identifiants dans la vie des sociétés. Je pense au domaine du droit, par exemple, où notre système de codification est battu en brèche par la *common law* anglo-saxonne. Mais, en fait, rien ou à peu près de ce qui a été le génie histo-

rique français ne trouve spontanément sa place dans le monde tel qu'il marche avec ses valeurs et ses règles. On pourrait en dresser une liste édifiante, du plus évident, la place de l'État, au moins manifeste, comme la recherche et l'enseignement. Du coup, l'Europe, qui fonctionne elle-même comme une tentative à grande échelle d'adaptation au processus de la globalisation, en vient fatalement à être perçue comme un facteur de destruction des repères politiques, sociaux, imaginaires de la France. D'autant plus qu'aucun effort n'est fait de la part de ses responsables pour conduire cette adaptation indispensable du pays de manière interne. Elle est abandonnée à l'Europe. Pis, les hommes politiques, tous comme ils sont, de droite ou de gauche, car à cet égard il n'y a entre les deux aucune différence, donnent l'impression de ne pas même percevoir cette inquiétude de la société française à laquelle ils se contentent de répéter que tout ne va pas si mal, tandis qu'elle est convaincue d'être condamnée à mort. Derrière l'idée convenue du « déclin » français qui revient de façon obsédante, se cache le sentiment que nous sommes les battus de l'histoire. Ce sentiment s'approfondit inexorablement en l'absence d'une proposition alternative publique qui donnerait pour horizon au pays de réconcilier les traditions françaises avec ce nouvel état du monde où nous avons à tirer notre épingle du jeu. Alors que plusieurs de nos voisins européens, parmi les petits pays en particulier, réussissent assez bien cette opération.

R. R. – À vous écouter, pour réconcilier la France avec le monde d'aujourd'hui, il faudrait un second Jean Monnet – plus qu'un homme politique, un inspirateur. Il est vrai que l'adaptation de la France au monde implique l'abandon de beaucoup de ce qui a fait par le passé l'objet de la fierté française, que ce soient l'EDF, les services publics, le système d'enseignement,

la politique agricole commune – soit dit au passage, une réussite remarquable qui, grâce à un effort prodigieux, a fait d'une agriculture à peine capable de nourrir les Français à la veille du second conflit mondial la seconde agriculture la plus performante du monde. Tout cela est remis en cause aujourd'hui. La grande question politique qui nous est posée est de savoir combien de temps un pays peut vivre dans cette espèce de désarroi ou de désespérance sans trouver d'issue politique. Comme l'a tristement montré la campagne présidentielle de 2002, le débat politique répugne à aborder les questions majeures. Il a fallu la campagne référendaire de 2005 pour que les Français découvrent, par exemple, que le droit européen prime le droit national, alors qu'il en est ainsi depuis vingt ans – mais cela n'avait jamais été dit. Les parlementaires le savent, les hommes politiques l'évoquent de temps à autre, mais l'opinion, elle, n'en a jamais vraiment pris conscience.

Droite et gauche, dites de gouvernement, se trouvent devant cette situation pareillement démunies et aussi dépourvues l'une que l'autre, tant pour la comprendre que pour tenter de répondre aux questions qu'elle implique. Et pourtant il me semble, peut-être provisoirement, que le choc du 29 mai les a inégalement affectées : la droite s'en sort mieux. C'est sans doute la raison pour laquelle on en parle moins. Ce n'est pas qu'elle ne soit pas, elle aussi, déchirée, mais ses divisions relèvent davantage des rivalités d'ambitions personnelles. L'Europe a moins divisé en 2005 l'électorat de l'UMP que celui du RPR en 1992, comme si le gros de la droite s'était depuis rallié à l'intégration européenne, peut-être tout bonnement parce que, aujourd'hui, la droite est au pouvoir et soutenait le projet, tout comme en 1992 la gauche était au gouvernement. La gauche, en revanche, est sinistrée par la

victoire du non ; l'électorat socialiste s'est coupé en deux, se partageant approximativement par moitié. Il y a plus préoccupant encore pour le parti socialiste : l'évolution divergente de ses adhérents qui s'étaient majoritairement prononcés pour le oui au référendum interne au début de décembre 2004, et la majorité des électeurs qui ont penché pour le non. Il n'y a pas pour un parti pire situation et on doute qu'il ait le temps d'ici les prochaines échéances de refaire son unité.

Cette division de la gauche n'est pas nouvelle : une fracture était déjà apparue lors du grand mouvement social de décembre 1995 provoqué par la volonté du gouvernement Juppé de réformer la Sécurité sociale. On avait pressenti alors que ce mouvement était plus qu'une crise sociale : un débat de fond qui opposait deux visions de la société, induisant des stratégies contraires. Une première gauche, entraînée par la CGT à laquelle le parti communiste avait naturellement emboîté le pas, se référait à la vulgate classique, analysant toute la réalité sociale en termes de lutte de classes et récusant comme prévenue de complicité objective avec le libéralisme et un ordre social intrinsèquement injuste toute tentative de l'aménager par des réformes. Le talent de Pierre Bourdieu qui donnait des habits neufs à cette vieille sociologie lui conférait un brevet de légitimité scientifique.

Un autre courant, qui se réclamait aussi de la gauche, entendait prendre en compte les mutations de la société française et faisait avec la CFDT et d'autres écoles de pensée le choix de la réforme plutôt que de la fidélité répétitive à une scolastique que l'évolution rendait archaïque. Depuis 1995, la fêlure s'est agrandie et le partage des voix de gauche au référendum révèle que le rapport des forces est à l'avantage de la première gauche. Ce n'est pas le moindre des

Marcel Gauchet,
René Rémond :
un échange

enseignements de cette consultation et qui fait justice de plus d'une illusion.

En 1984 un petit livre, *La République du centre*, sous les signatures conjointes de François Furet, Jacques Julliard et Pierre Rosanvallon, avait cru, sur la foi de nombreux indices, pouvoir annoncer que la France s'était, enfin, libérée de la tyrannie exercée sur notre imaginaire politique par la référence à la Révolution qui la sacralisait. C'était la fin d'une certaine exception française : la France devenait une démocratie comme les autres, régie par le principe de réalité et le consentement à la pluralité des opinions. Un peu plus tard, l'exercice du pouvoir pendant un lustre par un gouvernement de gauche plurielle donnait consistance à l'espoir de l'acquisition à gauche d'une culture de gouvernement et de l'instauration d'une gauche sociale-démocrate comme dans la plupart des pays européens. Le large succès du oui au référendum interne avait été interprété comme un signe que le processus était en bonne voie. Par ailleurs, sous l'impulsion de Bernard Thibault, la CGT s'engageait à son tour, à l'instar du recentrage de la CFDT, sur la voie du réformisme.

La victoire du non grâce à la division de la gauche socialiste sonne le glas de ces espérances. Le mirage se dissipe d'une gauche qui cesserait d'osciller entre une intransigeance doctrinaire quand elle est dans l'opposition et une pratique opportuniste et électoraliste au pouvoir. La gauche honore la mémoire de Jaurès, mais elle continue de donner raison à Guesde. L'intransigentisme de la tradition guesdiste, enraciné par le communisme, fait décidément partie des gènes de la gauche et continue de fasciner les esprits et de dominer son imaginaire et sa culture politiques.

Cette tradition a été confortée par un autre phénomène dont le référendum a révélé l'import-

tance, l'émergence d'une idéologie qui est peut-être, dans le champ des idéologies, un événement méritant autant de retenir l'attention que l'apparition naguère de l'écologie : un nouveau gauchisme, qui emprunte au trotskisme une part de son argumentaire ainsi que ses modes d'intervention et qui a trouvé un second souffle avec l'altermondialisme, ATTAC fonctionnant comme intellectuel organique. Ce gauchisme qui inspire les syndicats SUD a ébranlé les grandes centrales ouvrières : il a affaibli la CFDT et pris le contrôle de fédérations professionnelles de la CGT : la mise en minorité de Bernard Thibault sera peut-être retenue par l'histoire comme le premier des signes avant-coureurs de la défaite de la Constitution européenne. La critique de la mondialisation, qui est le cheval de bataille de cette gauche extrême, articule sans état d'âme la dénonciation des effets négatifs de celle-là, la persistance du chômage, les inégalités entre riches et pauvres, les délocalisations, avec un populisme qui oppose les gens d'en bas aux élites de toutes sortes et exploite tous les motifs de mécontentement – et ils ne manquent pas. Il y a ainsi un populisme de gauche qui fait pendant à celui de l'extrême droite et qui ne se fait pas scrupule de reprendre les mêmes thèmes, le plombier polonais faisant écho au Maghrébin qui vient enlever son travail au Français.

Ce mélange de référence aux grands principes et d'électoralisme inspire, pour répondre aux bouleversements de l'histoire, une stratégie de repli sur l'Hexagone et sur le passé. Après la Seconde Guerre, la France, reprenant confiance dans sa capacité de relever les défis, retrouvant son dynamisme, avait fait le choix de l'ouverture et de la modernité, notamment en optant pour la construction européenne. Ce choix, on le croyait irrévocable. Voici les Français repris par le syndrome de la ligne Maginot. La gauche se

reconnaît-elle dans ce singulier mélange d'intransigeance doctrinaire et de populisme, de doute de soi et de narcissisme ?

M. G. – Il n'est pas inutile de repartir du vote des militants socialistes. Probablement en a-t-on tiré trop vite des conclusions définitives. Pour commencer, il a montré qu'une forte minorité s'opposait au Traité, indication qu'on a négligée. Ensuite et surtout, on a sous-estimé les dimensions tactiques de ce vote. Les militants socialistes ne votaient pas en leur âme et conscience pour ou contre l'Europe mais sur la direction du parti, en fonction, de surcroît, d'une considération d'opportunité politique. Rejeter le Traité signifiait courir une aventure par rapport à un discours solidement acquis, et revenait, deux ans avant l'élection présidentielle, à offrir à l'adversaire de droite un flanc dégarni sur lequel il n'aurait pas manqué de concentrer ses attaques. Ce n'était pas un vote idéologique ; c'était un vote de gens qui savent éventuellement faire passer la tactique avant leurs convictions intimes. Reste qu'il a permis d'entrevoir dans le même temps l'étendue des doutes qui s'étaient déjà insinués dans les esprits.

Indépendamment des ambitions de Fabius, ces doutes avaient une base objective et c'est pourquoi ils ont eu un tel impact. Ils s'ancraient tout simplement dans la promesse mitterrandienne, dont force était de constater que la marche réelle de l'Europe d'aujourd'hui prenait le contre-pied. Fabius n'a rien fait d'autre, en réalité, que de maintenir le cap de l'Europe française telle que Mitterrand l'avait fait miroiter avec succès dans les années 1980, sous le label d'« Europe sociale ». D'où l'écho que le thème a rencontré dans le peuple de gauche. Il faut dire que les pédagogues ne s'étaient pas bousculés, dans l'entre-temps, pour expliquer que les choses

se révélaient, à l'épreuve, plus compliquées que prévu.

En ce qui concerne l'avenir, il me semble probable que les calculs d'intérêt bien compris des uns et des autres pousseront à la conciliation interne, en dépit de la profondeur des fractures qui sont apparues. Fabius et les autres partisans du non peuvent être minoritaires à l'intérieur du parti, ils ont pour eux la légitimité d'avoir exprimé la majorité de l'électorat du parti. Dans une machine électorale, cela compte. Il y a même lieu de craindre que la direction du parti tire de ce désaveu cuisant une vulnérabilité encore plus grande à l'égard de la pression de l'extrême gauche. Le gauchissement du discours est à peu près inévitable. La tétanisation à l'idée d'offrir une brèche à l'extrême gauche et à sa surenchère va jouer un rôle déterminant dans les deux années qui viennent. C'est un des atouts majeurs de Fabius dans le parti. Il peut faire figure de bouclier vis-à-vis de l'extrême gauche. Il peut jouer sur la peur de se couper une nouvelle fois de leur électorat chez des gens préoccupés par leur réélection.

Ces événements obligent évidemment à s'interroger sur la culture politique de la gauche française et sur sa stupéfiante inertie historique. Vous rappeliez à juste titre ce livre qui vaut comme un repère qu'est *La République du centre*. À sa date, il paraissait avoir l'évidence et le bon sens pour lui. Vingt ans après, on s'aperçoit qu'il a pris une évolution conjoncturelle et superficielle pour un phénomène de fond.

En effet, en 1984-1985, après le tournant de 1983, l'abandon du système intellectuel du programme commun, le choix européen, on a l'impression que la gauche française a définitivement tourné le dos à son passé. Mais, en fait, le génie pervers de Mitterrand, qui a soigneusement écarté toute mise en doctrine de ses choix, a fait

Marcel Gauchet,
René Rémond :
un échange

que ce tournant est resté purement tactique et n'est jamais devenu un *aggiornamento* politique.

L'épisode n'a pas affecté les fondamentaux de l'identité du parti socialiste. Il n'a même pas modifié sa vision de l'Europe, ce qui est un comble pour un parti qui s'est voulu et qui a mené une politique extrêmement européenne. Mais il l'a conduite à titre circonstanciel, en quelque sorte, sans tirer les implications de l'option européenne pour l'idée socialiste. Si bien que la culture politique française est restée rigoureusement la même au travers d'une expérience qui aurait dû être cathartique pour elle. Elle a plié, mais n'a pas rompu. De sorte qu'elle peut aujourd'hui redresser la tête, intacte, en attendant, éventuellement, une épreuve de réalité qui s'annonce encore plus rude. Le surmoi d'extrême gauche de la gauche démocratique est plus vigoureux que jamais. Il a changé de contenu. Les trotskistes et les altermondialistes ne sont pas les communistes. Mais il reste omniprésent.

R. R. – La tradition révolutionnaire est toujours là. La comparaison historique est instructive à cet égard. Il est tout de même étrange de voir le parti socialiste, à cinquante ans de distance, se couper en deux sur l'Europe, à propos de la CED en 1954, à propos du Traité constitutionnel en 2005. À cette différence près qu'en 1954 il s'agissait du réarmement allemand, et qu'il n'y avait pas alors d'extrême gauche. Celle-ci est alors représentée par le parti communiste, vis-à-vis duquel la SFIO de l'époque ne se sent aucune tentation. La situation est bien pire aujourd'hui pour le parti socialiste. En 1954, l'anticommunisme garantissait la cohésion des socialistes, il risque aujourd'hui de voir l'extrême gauche lui manger la laine sur le dos. Il est dans une position plus vulnérable.

M. G. – Une candidature unique de la gauche de la gauche à la prochaine présidentielle, autour

d'un José Bové auquel se rallieraient les communistes, les altermondialistes, les trotskistes civilisés et une bonne partie des écologistes, exercerait une concurrence redoutable pour le candidat socialiste. Il n'est pas entièrement exclu qu'il puisse être devancé.

R. R. – Autre scénario de l'ordre du possible : une multiplicité des candidatures de gauche – y aura-t-il un seul candidat socialiste ? – qui ferait se reproduire la surprise du 21 avril 2002. Cette éventualité ne peut être exclue, tant la gauche est divisée.

M. G. – La raison de cette vulnérabilité à la pression de l'extrême gauche est, d'abord, que celle-ci n'est plus un repoussoir, comme l'étaient les communistes par le passé. Elle ne fait pas peur, tout simplement, parce qu'elle n'apparaît pas comme un danger pour la démocratie. Sa note dominante est plus libertaire qu'autoritaire, en dépit du léninisme que certains continuent d'afficher. Plus profondément, cette vulnérabilité tient, ensuite, à la disparition du pôle explicitement et résolument réformiste que représentait la « deuxième gauche ». Force est de constater que celle-ci s'est évanouie à peu près sans laisser de traces, à un degré qui est étrange. Quelques-uns de ses représentants sont toujours là, à commencer par Rocard, mais leur discours ne joue plus aucun rôle politique. Quelques individualités ne font pas un courant de pensée. De la même façon, l'aiguillon syndical qu'a constitué longtemps la CFDT ne compte plus. Sa voix est marginalisée. Cet effacement des forces qui poussaient vers une alternative authentiquement sociale-démocrate, d'une manière qui ne soit pas seulement opportuniste ou verbale, est l'une des pages les plus curieuses de l'histoire récente de la gauche dans ce pays. Elle reste à écrire, sans minimiser le rôle des erreurs suicidaires commises par ladite « deuxième gauche » ? Tou-

jours est-il que, du coup, la recherche de renouvellement est au point mort. On ne voit pas où sont aujourd'hui, dans la galaxie socialiste, les forces qui pourraient porter la clarification du rapport au libéralisme, qui est le point clé, doctrinalement, dans le contexte où nous évoluons.

Enlevez l'effort d'analyse des réalités actuelles et la recherche des solutions réformistes capables de relever leur défi, et le passé remonte en même temps que les attitudes purement protestataires. L'empreinte du bolchevisme s'est presque complètement effacée. Dans l'aire d'influence du socialisme démocratique, le moule marxiste est chaque jour moins opérant. En revanche, il reste pour tous le vieux fond jacobin...

R. R. – J'ai été frappé, en effet, par les références à 1789 pendant la campagne référendaire. La France avait montré la voie en proclamant la Déclaration des droits. En rejetant le projet de constitution, elle donnait à nouveau l'exemple à l'Europe. Sans s'aviser qu'on rejetait de ce fait la Charte des droits qui était, deux cents ans plus tard, le pendant et le prolongement du texte de 1789.

M. G. – Le code génétique reprend ses droits. L'invocation de la volonté publique conserve un magnétisme intact dans ce pays.

Pour autant, le passé n'explique pas tout. La radicalité protestataire qui donne le ton dans la gauche de la gauche est un produit très actuel et même « hypermoderne ». Elle constitue un mélange hautement singulier de mythe, d'utopie et de tradition. Je ne reviens pas sur ce dernier

élément. Mais l'antilibéralisme me semble, lui, relever du mythe, du mythe au sens sorélien. Sauf qu'il ne s'agit pas d'un mythe positif de rupture, comme la grève générale. Il s'agit d'un mythe purement négatif, ce qui ne l'empêche pas d'être mobilisateur. Il ne s'agit en aucun cas d'un programme. Personne ne propose de renationaliser les banques et les grandes entreprises. Personne ne rêve du retour de l'économie planifiée. Pour l'excellente raison que personne n'y croit, y compris chez les plus virulents concepteurs de l'ordre néo-libéral. Cette opposition radicale et qui se sait impuissante concrètement, qui n'a aucun moyen pratique à sa disposition, a du sens dans la mesure où elle s'appuie sur une attente utopique d'un genre nouveau, une utopie sans aucun contenu défini. Mais enfin, « un autre monde est possible ». On n'a pas affaire à un discours politique opérationnel, mais à un discours expressif, à moitié symbolique, à moitié affectif, où s'exprime l'opposition à un monde qu'on n'a pas les instruments pour comprendre et pour maîtriser.

On peut faire l'hypothèse que nous sommes dans un âge intermédiaire de la critique sociale, où les vieilles grilles d'analyse critique ne fonctionnent plus et où les nouvelles ne sont pas encore nées. Car il n'est pas douteux que le nouveau capitalisme en train de naître pose de graves problèmes de tous ordres. C'est faute aussi de réponses réalistes disponibles que ce discours se fait entendre avec cette force dans un pays que son histoire prédispose à y être sensible.

Pour l'Europe : repartir du réel

Entretien avec Hubert Védrine

Le Débat. – Quelle leçon tirez-vous du « non » au référendum français ? Et, pour commencer, quelles vous paraissent être ses motivations véritables ? Quelle signification lui attribuez-vous ? Y voyez-vous un vote sur l'Europe ou bien, comme beaucoup de commentateurs, un vote dicté par la situation politique et sociale française ?

Hubert Védrine. – J'y vois aussi, bien sûr, un vote sur l'Europe, très significatif. Après ce vote on a assisté à des tentatives étonnantes, presque surréalistes, pour en atténuer la portée. On a vu des dirigeants européens importants soutenir qu'il fallait continuer comme si de rien n'était. Il y a eu un appel étrange du président Chirac et du chancelier Schröder à ce que le processus se poursuive, alors même qu'il s'agissait d'un traité qui ne pouvait être approuvé qu'à l'unanimité. Pourquoi, alors, avoir consulté les Français ? Cela revenait à souhaiter que les Français soient mis en minorité, et cela sans objet, puisque, de toute façon, le texte ne pouvait plus passer. Il y a eu, de la même façon, une volonté de réduire

ce vote à des raisons conjoncturelles et intérieures – c'est la faute de Chirac, c'est la faute de Fabius, c'est la faute de Raffarin, c'est la faute de la directive Bolkestein. Comme si seuls des accidents ou péripéties de campagne avaient pu compromettre l'avancée majestueuse d'une construction que rien n'aurait dû stopper. Ces dénégations traduisaient une dérive inquiétante : aucun vote démocratique ne devrait plus pouvoir remettre en question l'orientation pro-européenne préétablie. Mais elles n'ont pas tenu sur la distance. Assez vite, il a fallu se rendre compte que ce que les Français avaient exprimé avec force était partagé, avec plus ou moins d'intensité, par plusieurs autres peuples européens, à commencer, naturellement, par les Néerlandais. On s'est rendu compte que l'acuité de la revendication sociale était très liée aux malentendus qui font qu'on espère des miracles de l'Europe. Je reviendrai plus loin aux racines, à gauche, de cette attente. On s'est aperçu, en analysant mieux, que derrière le mécontente-

Hubert Védrine a été ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement dirigé par Lionel Jospin de 1997 à 2002. Il a récemment publié *Face à l'hyperpuissance: textes et discours, 1995-2003* (Paris, Fayard, 2003).

LA COLLECTION LE DÉBAT
VA PUBLIER

Hervé Juvin, *L'Avènement du corps*

octobre 2005

Lionel Jospin, *Le monde comme je le vois*

octobre 2005

Derniers ouvrages parus

Jean-Luc Gréau, *L'Avenir du capitalisme*

janvier 2005, 304 p., 19,00 €

Bernard Lewis, *L'Islam en crise*

octobre 2003, 192 p., 15,50 €

Gilles Lipovetsky, Elyette Roux

Le Luxe éternel. De l'âge du sacré au temps des marques

mai 2003, 208 p., 15,00 €

Dépôt légal : septembre 2005

Le Directeur-gérant : Pierre Nora.

Rédaction : Marcel Gauchet

Conseiller : Krzysztof Pomian

Réalisation, Secrétariat : Marie-Christine Régnier

P.A.O. : Interligne, B-Liège

La politique française dans **le débat**

- Numéro **110** *Jacques Julliard* : Gauche : du progressisme social au libéralisme moral
Alain-Gérard Slama : Les deux droites
- Numéro **121** *Marcel Gauchet, René Rémond* : Après la bataille : la droite, la gauche, les institutions
La campagne présidentielle à travers les livres : *Bénédicte Delorme-Montini, Max Gallo, Hervé Juvin*
- Numéro **123** *Stéphane Courtois, Marcel Gauchet, Krzysztof Pomian, Bernard Poulet, Philippe Raynaud* : L'énigme trotskiste
- Numéro **124** Où va la gauche française ? *Jean-Pierre Le Goff, Paul Thibaud, Henri Weber*
Zaki Laïdi : Le social-mondialisme
- Numéro **126** *Jean-Pierre Le Goff* : Hypothèses pour comprendre le chaos ambiant
Marcel Gauchet, René Rémond : La droite, la gauche, un an après
Où va la gauche française ? II : *Jean-Pierre Le Goff, Paul Thibaud, Henri Weber*
Hervé Juvin : Argent public, société et démocratie
- Numéro **127** *Philippe Portier* : Les trois âges de la sécurité
Didier Peyrat : Société, liberté, sécurité
Maurice Barbier : Laïcité : questions à propos d'une loi centenaire
Marc Lazar : Le discours de la gauche extrême. Vieilles passions et nouveaux défis
- Numéro **129** *Emmanuel Devaud* : La France qui va
André Ropert : Réflexions sur la conjoncture politique française
Philippe d'Iribarne : Du rapport à l'autre. Les singularités françaises dans l'intégration des immigrés.
- Numéro **131** Un nouveau rapport de force. *Marcel Gauchet, René Rémond* : un échange
Eric Dupin : Un printemps électoral sous le signe du cynisme
Frédéric Lazorthes : La droite et la crise du gouvernement national
Le socialisme est-il soluble dans le libéralisme ? *Monique Canto-Sperber, Marcel Gauchet, Lucien Jaume, Jean-Pierre Le Goff*